



R E P E N S E R
L' A I D E À L' É T R A N G E R





Volume 12, Numéro 11

Programmes d'information internationale :

Coordonnateur	Jeremy Curtin
Directeur de la publication	Jonathan Margolis
<hr/>	
Conception	George Clack
Rédacteur en chef	Richard Huckaby
Directeur de la rédaction	Michael Jay Friedman
Chef de la production	Christian Larson
Chef adjointe de la production	Chloe Ellis
Version Internet	Janine Perry
<hr/>	
Révision	Kathleen Hug
Photographies	Ann Monroe Jacobs
Page de couverture	Min Yao
Documentation	Martin Manning
Rédacteur adjoint	Bruce Odessey
Traduction	Service linguistique IIP/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

PHOTOGRAPHIES DE LA PAGE DE COUVERTURE

Dans le sens des aiguilles d'une montre à partir de la gauche en haut:

Un volontaire du Corps de la paix au Guatemala. (Avec l'aimable autorisation du Corps de la paix)

Deux jeunes garçons au Honduras. (Avec l'aimable autorisation de l'USAID)

À Osu (Ghana), une bénévole de la paroisse presbytérienne de Fredericksburg (Virginie) et des employés ghanéens s'occupent de la nouvelle bibliothèque financée par cette paroisse. (© Milton McNatt)

L'enfant d'un ouvrier sur un chantier de construction en Inde.

(© AP Images/Rajesh Kumar Singh)

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*. Ces revues mensuelles examinent la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis, ainsi que les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :

<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>.

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*

IIP/PUBS

U.S. Department of State

301 4th Street SW

Washington, DC 20547

États-Unis d'Amérique

Courriel : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos

L'*Encyclopedia Britannica* fait remonter les programmes d'aide à l'étranger au XVIII^e siècle, lorsque la Prusse et d'autres puissances européennes accordaient des subventions à leurs alliés dans le domaine militaire. L'aide à l'étranger telle que nous l'entendons à l'époque actuelle, c'est-à-dire le transfert de ressources visant à améliorer les conditions de vie de la population d'un pays bénéficiaire, a vu le jour après la Seconde Guerre mondiale avec l'aide économique que les États-Unis ont apportée aux pays de l'Europe de l'Ouest dans le cadre du plan Marshall et avec la création des institutions internationales telles que l'Organisation des Nations unies, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Au début du XXI^e siècle, l'ensemble de l'aide à l'étranger représentait près de 70 milliards de dollars par an. Selon certaines évaluations, elle a atteint 1,5 billion de dollars depuis 1960. Malgré cela, la pauvreté, la famine et le sous-développement n'ont toujours pas disparu. Il est inévitable que l'on se demande pourquoi.

Le présent numéro de la revue électronique offre les explications de spécialistes éminents sur la façon dont les États-Unis et d'autres pays continuent de se débattre avec cette question. De quelle façon l'aide à l'étranger est-elle structurée et distribuée? Quelles méthodes a-t-on essayé et lesquelles ont donné des résultats? Comment la nouvelle « diplomatie transformatrice » décrite par la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, influence-t-elle le modèle de l'aide des États-Unis et comme ce modèle est-il différent de celui d'autres pays?

Le présent numéro décrit aussi un certain nombre de projets américains, lancés par le secteur public, par des particuliers ou par des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, visant à venir en aide à ceux qui en ont besoin. Qu'il s'agisse du Corps de la paix, du navire médical *Comfort*, d'Américains d'origine éthiopienne qui mettent en commun leurs ressources pour établir à Addis-Abeba un centre médical ou d'un particulier extraordinaire qui collabore avec des chefs locaux pour construire des écoles de filles au Pakistan et en Afghanistan, les articles illustrent la manière dont chacun d'entre nous peut trouver le moyen d'aider.

Dans un essai général, le professeur Paul Collier, de l'université d'Oxford, explique et critique les nombreux modèles de distribution dont les États, les organisations non gouvernementales et d'autres organismes se servent pour apporter une aide là où elle est nécessaire. Nombre de ces modèles, dit-il, n'ont pas donné les résultats que l'on pouvait escompter, mais les spécialistes en la matière semblent tirer des leçons de l'expérience. En outre, le professeur Collier donne un aperçu d'un modèle différent pour la future aide à l'étranger.

Un ancien haut responsable du ministère américain des finances, M. Steven Radelet, donne un résumé détaillé des programmes d'aide à l'étranger des États-Unis. Du fait que ceux-ci offrent toute une gamme d'aide financière, de produits agricoles et d'assistance technique, qui sont distribués par des organismes publics, quasi publics et privés, il peut être parfois difficile de se rendre compte de l'ampleur de l'aide des États-Unis.

Directrice du *Center for Global Prosperity* de l'Institut Hudson, Mme Carol Adelman explique la manière dont les capitaux du secteur privé jouent un rôle croissant dans l'aide des États-Unis destinée à satisfaire les besoins des pauvres à travers le monde et à encourager le développement socio-économique.

Nous espérons que le présent numéro donnera une idée de l'énergie, de la détermination et de la créativité mises en œuvre pour réduire certains des problèmes les plus redoutables du monde et pour les surmonter.

La rédaction



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / NOVEMBRE 2007 / VOLUME 12 / NUMÉRO 11

<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

Repenser l'aide à l'étranger

4 L'aide fait peau neuve

PAUL COLLIER, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE ET DIRECTEUR DU CENTRE D'ÉTUDE DES ÉCONOMIES AFRICAINES DE L'UNIVERSITÉ D'OXFORD

L'auteur de l'ouvrage *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It* explique les modèles de distribution de l'aide et en fait une critique.

8 La panoplie de l'aide des États-Unis à l'étranger

STEVEN RADELET, ATTACHÉ PRINCIPAL DE RECHERCHE DU *CENTER FOR GLOBAL DEVELOPMENT*, DE WASHINGTON

Un ancien haut responsable du ministère des finances des États-Unis décrit les diverses formes de l'aide américaine à l'étranger.

13 Le nouveau paysage de l'aide

CAROL ADELMAN, DIRECTRICE DU *CENTER FOR GLOBAL PROSPERITY* DE L'INSTITUT HUDSON, DE WASHINGTON

Les capitaux du secteur privé jouent un rôle de plus en plus important dans l'aide qui est apportée aux pays pauvres et dans les efforts visant à encourager le développement socio-économique.

18 Transformer la diplomatie, et la vie d'autrui

La secrétaire d'État, Condoleezza Rice, a préconisé une nouvelle « diplomatie transformatrice », dans laquelle l'assistance aux autres peuples et nations devait jouer un rôle de premier plan.

19 Un fonds de cardiologie pédiatrique sauve la vie d'enfants

JACK WEST, SERGENT TECHNICIEN DE L'ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Une base aérienne des États-Unis située au Kirghizistan aide des enfants atteints d'une malformation cardiaque.

20 Album de photos: la création de liens avec le Guatemala

Des membres d'une petite paroisse méthodiste de la banlieue de Washington établissent des relations avec la population d'un village de montagne au Guatemala en construisant des fourneaux de cuisine et des maisons.

23 Un fonds semi-public des États-Unis vient en aide aux femmes et aux enfants réfugiés

DAVID ANTHONY DENNY, MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION DU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

Le Fonds pour les femmes et les enfants réfugiés à l'étranger constitue un partenariat entre le département d'État et le secteur privé.

25 Un filtre à eau anti-arsenic constitue un espoir pour des millions de personnes

JEFFREY THOMAS, MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION DU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

Un professeur de chimie, titulaire d'un grand prix scientifique, s'emploie à faire en sorte que les populations désavantagées à travers le monde puissent profiter de son invention, un appareil de filtrage de l'eau provenant de puits contaminés par l'arsenic.

27 La diaspora éthiopienne des États-Unis finance un centre médical en Éthiopie

JIM FISHER-THOMPSON, MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION DU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

Des Américains d'origine éthiopienne ont créé une fondation destinée à financer des établissements médicaux en Éthiopie.

29 Des enfants panaméens bénéficient des services d'un navire hôpital américain

DAVID SHELBY, MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION DU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

Un navire hôpital de la marine nationale des États-Unis offre des soins médicaux à des habitants des Antilles et d'Amérique centrale.

31 Le Corps de la paix s'adapte à un monde en évolution

LAUREN MONSEN, MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION DU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

Le directeur du Corps de la paix indique comment son organisme s'est adapté pour faire face aux besoins d'un monde en évolution.

33 Un alpiniste américain construit des écoles au Pakistan et en Afghanistan

AFZAL KHAN, CORRESPONDANT SPÉCIAL DU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

Un alpiniste américain, dont les habitants d'un village pakistanais situé dans la chaîne de montagnes du Karakoram ont sauvé la vie, construit des écoles au Pakistan et en Afghanistan.

35 Sites Internet (en anglais)



Vidéooclips

*L'action de l'association Planet Aid
au Mozambique*

Le PEPFAR vient en aide à des enfants

Le dilemme d'une mère

*Transfusions sanguines sans risque
au Guyana*

<http://usinfo.state.gov/journals/itps/1107/ijpe/ijpe1107.htm>

L'aide fait peau neuve

Paul Collier



© AP Images/Kevin Wolf

Sous les regards du secrétaire d'État adjoint, M. John Negroponte (en haut à droite), et du président du Mozambique, M. Armando Guebuza, le président-directeur général de la MCC, M. John Danilovich (en bas à droite), s'apprête à serrer la main du ministre mozambicain du développement et du plan, M. Aiuuba Cuereneia, au cours d'une cérémonie organisée à l'occasion de la signature d'un contrat entre la MCC et le gouvernement mozambicain, en juillet 2007. La MCC a été établie en 2004 pour faire face aux problèmes qui touchent les programmes traditionnels d'aide à l'étranger.

*M. Paul Collier est professeur d'économie, directeur du Centre d'étude des économies africaines de l'université d'Oxford et l'auteur de divers ouvrages, dont *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It* (Oxford University Press, 2007) qui porte sur les raisons pour lesquelles les pays très pauvres n'arrivent pas à s'en sortir et sur ce que l'on peut faire à ce sujet.*

A une certaine époque, l'aide était simple. Il y a trente ans, elle était dispensée essentiellement dans le cadre de projets, dont la plupart portaient sur l'infrastructure. La situation a pris une nouvelle tournure en partie parce que les organismes d'aide ont pris conscience de son caractère fongible. En réalité, les fonds alloués ne servent pas vraiment à financer les projets

auxquels ils sont ostensiblement liés parce que l'État bénéficiaire, dans bien des cas, aurait effectué ces projets en employant ses propres recettes fiscales. Au bout du compte, ce qui est financé, c'est le projet que l'État décide de mettre en chantier maintenant qu'il en a les moyens, grâce aux fonds débloqués par les donateurs. Quand l'aide revêtait cette forme, les bailleurs de fonds n'avaient aucune influence sur la décision de l'État bénéficiaire.

En outre, les donateurs ont fini par comprendre que la réussite des projets dépendait dans une grande mesure du contexte des orientations du gouvernement de l'État bénéficiaire: autrement dit, de la direction économique que celui-ci imprime au pays. Du coup, l'aide s'est trouvée liée aux orientations: les donateurs se déclaraient prêts à apporter des concours financiers aux gouvernements qui accepteraient en contrepartie de modifier leur politique

dans certains domaines. La formule n'a pas fait mouche. De fait, elle n'était pas compatible avec le principe fondamental selon lequel un gouvernement doit être responsable devant le peuple. Si c'étaient les bailleurs de fonds qui réglait la musique, les citoyens ne pouvaient pas vraiment tenir le gouvernement responsable des éventuelles fausses notes. Qui plus est, les gouvernements bénéficiaires n'avaient pas de mal à tirer la couverture à eux. Le gouvernement kényan, par exemple, a « vendu » la même réforme cinq fois à la Banque mondiale en l'espace de quinze ans ! De leur côté, les donateurs n'étaient pas très motivés pour faire respecter les conditions stipulées parce que le personnel chargé des dossiers était pressé de part et d'autre de décaisser les fonds.

DE NOUVELLES FAÇONS D'ENVISAGER L'AIDE

Cette conditionnalité par politique imposée n'a pas entièrement disparu, mais de profonds changements sont apparus au cours des dix dernières années. L'un d'eux concerne « les concours budgétaires » dont l'octroi est subordonné à l'obtention de résultats et non à l'engagement de modifier la politique suivie. C'est ainsi que l'Association internationale de développement (IDA), la filiale de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète, attribue son aide. Les concours budgétaires sont des fonds que le gouvernement bénéficiaire dépense comme bon l'entend ; ils représentent une source de revenus pour le budget. L'octroi d'un concours budgétaire suppose la conformité des préférences du gouvernement bénéficiaire et de celles du donateur : c'est dire que les orientations du premier sont jugées satisfaisantes par le second.

Une autre évolution importante et connexe tient aux notions d'« appropriation » et de « participation de la population ». L'aide attribuée conformément au Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) suppose que le gouvernement fait participer la population d'une façon ou d'une autre à l'élaboration d'un document (le CSLP) qui énonce les propositions du gouvernement. Les bailleurs de fonds décident alors de fournir ou non des crédits sur la base de ce document au lieu de négocier l'adoption d'une politique particulière. La Société du compte du millénaire (*Millennium Challenge Corporation* ou MCC), qui est un organisme public des États-Unis, opère plus ou moins de la même façon puisqu'elle évalue les dépenses proposées par le gouvernement à la lumière des objectifs atteints en matière de gouvernance.

Cela revient peu à peu à imposer la gouvernance, et non plus une politique donnée, comme conditionnalité de l'aide. Alors que la conditionnalité par politique imposée dicte des orientations à un gouvernement, la conditionnalité par gouvernance imposée se propose d'accroître la responsabilité du gouvernement envers ses citoyens. Par exemple, elle peut poser la transparence du budget comme condition afin que les citoyens puissent comprendre l'usage qui est fait non seulement de l'aide versée, mais aussi des recettes fiscales. Une telle approche peut avoir un modeste effet d'incitation en faveur de l'amélioration de la gouvernance, mais elle vise principalement à distinguer les gouvernements les uns des autres de façon à faire bénéficier de l'aide ceux qui suivent déjà, pour quelque raison que ce soit, de bonnes pratiques de gouvernance.

Si les concours budgétaires, la MCC et l'appropriation par le pays lui-même constituent de bonnes stratégies quand les préférences des donateurs et celles du gouvernement concordent bien, elles ne conviennent manifestement pas quand celles-ci divergent. Par exemple, si le bailleur de fonds estime que l'ordre de priorité en matière budgétaire d'un gouvernement privilégie une élite ou les agents du secteur public au détriment des petites gens, il serait ridicule de lui donner de l'argent en le laissant libre de le dépenser à sa guise. À l'heure actuelle, il n'existe pas de dispositif satisfaisant pour fournir une aide importante dans ces circonstances difficiles. En règle générale, quand la politique suivie et la gouvernance sont médiocres, les besoins des simples citoyens sont particulièrement prononcés, ce qui explique la vive tension entre les nécessités qui se font jour et ce que l'on peut espérer accomplir en apportant une aide importante à un gouvernement. C'est souvent après un conflit que ce dilemme revêt un caractère très aigu, à la suite de l'effondrement de la fonction publique alors que les mécanismes de prestations qui restent en place sont entachés de corruption et d'inefficacité.

Une formule récente consiste à affecter des fonds à des postes bien précis, en général dans le domaine de la santé, et à se servir de ces fonds pour financer des programmes ponctuels élaborés par le gouvernement bénéficiaire. Le donateur espère inciter le gouvernement à utiliser judicieusement l'aide qu'il lui fournit en le menaçant de ne pas renouveler son financement si les objectifs ne sont pas atteints. Il s'agit donc de se concentrer sur des résultats précis et non sur les orientations. L'un des inconvénients de cette formule, c'est que les gouvernements bénéficiaires



Dans une école de Liloan, aux Philippines, qui fait temporairement fonction d'abri de fortune pour des familles évacuées à la suite d'un glissement de terrain, un militaire américain donne à une fillette de la nourriture provenant d'un repas-minute en sachet.

relativement faibles ne disposent pas des mécanismes qui leur permettraient d'obtenir les résultats escomptés, et ce n'est pas en leur donnant des fonds par à-coups qu'on les aidera à construire leur capacité. Un deuxième obstacle, c'est que les gouvernements ou les agents publics qui opèrent dans un environnement de gouvernance médiocre risquent d'avoir l'habitude de saisir les occasions à mesure qu'elles se présentent et, partant, d'être indifférents à la menace de la perte ultérieure du financement. Dès lors, l'approche axée sur la spécialisation des fonds pourrait bien se heurter aux mêmes obstacles que la stratégie des concours budgétaires; elle se révèle excellente dans les situations relativement bonnes, mais elle laisse à désirer dans les pays les plus nécessiteux.

TENDRE LA MAIN AUX PLUS DÉMUNIS

Une autre formule qui est sur le point d'être appliquée à titre expérimental par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a été mise au point précisément dans l'optique des situations les plus difficiles. Elle propose d'utiliser les apports d'aide pour financer des mécanismes extra-gouvernementaux concernant la prestation de services essentiels. Par exemple, l'aide au secteur de l'enseignement pourrait être accordée à des églises qui administrent déjà des établissements scolaires, lesquels pourraient alors prendre une nouvelle ampleur. Dans une certaine mesure, c'est déjà ce qui se fait dans le cadre du programme des fonds sociaux de la Banque mondiale. Il convient cependant de noter que ces fonds ne financent généralement que le coût en capital

d'un projet, autrement dit la construction d'une école, mais pas ses dépenses de fonctionnement. En règle générale, du reste, ces programmes sont de faible envergure.

L'idée fondamentale, c'est que de nombreux fournisseurs en dehors du secteur public pourraient prétendre à des apports d'aide; parmi ces fournisseurs figurent notamment des ONG locales et internationales, des entreprises à but non lucratif et des entreprises à but lucratif. Ce que j'appelle les « autorités indépendantes de service » (*Independent Service Authorities* ou ISA) s'inspire de cette formule. Une ISA serait un organisme du gouvernement qui ne ferait pas partie de la fonction publique. Au lieu de fournir elle-même des services, elle serait habilitée à conclure des contrats avec des ONG et des entreprises prestataires dont elle surveillerait les résultats. Même en faisant partie du gouvernement, elle aurait un caractère participatif, et des représentants de la société civile et des donateurs en seraient membres. Ainsi les citoyens (y compris les médias à l'échelon local) et les bailleurs de fonds auraient-ils accès aux évaluations de ses résultats. Le gouvernement serait donc davantage responsable devant le peuple, tandis que les donateurs seraient en mesure de diriger des apports financiers importants là où les besoins sont particulièrement pressants et en ayant relativement bon espoir que les fonds seront utilisés à bon escient.

Par ailleurs, les secteurs jugés prioritaires se ressentent de l'air du temps. Il y a trente ans, c'était l'infrastructure qui tenait le haut du pavé. Au cours des dix dernières années, les secteurs sociaux, tels la santé et l'enseignement, ont largement pris la relève et, dans ce groupe, les systèmes de prestations primaires, autrement dit les dispensaires et les écoles primaires en milieu rural, sont privilégiés. Cette évolution s'explique en partie par la conviction, erronée, selon laquelle l'infrastructure serait financée par le secteur privé et en partie aussi par le fait que les ONG, qui doivent mobiliser des fonds par elles-mêmes, ont décidé de faire davantage appel aux sentiments et de toucher la corde sensible des habitants des pays développés. Les aspects photogéniques du développement, en particulier tous ceux qui concernent directement les jeunes enfants, ont ainsi pris de l'importance. Par la force des choses et sous l'effet de ces pressions, l'aide s'est trouvée probablement moins axée sur un programme de croissance stratégique: le nombre des écoles primaires a augmenté, celui des centrales électriques a diminué. De nos jours, la mode a encore changé et c'est l'agriculture, généralement liée aux

inquiétudes sur l'approvisionnement alimentaire, qui a pris le relais de la santé et de l'enseignement. Si l'augmentation récente des cours mondiaux des produits agricoles contribue à justifier cette tendance, le fait est qu'elle servira plus à répondre à des besoins humanitaires à court terme qu'à satisfaire des objectifs stratégiques à long terme.

PAR-DELÀ LES ASPECTS PHOTOGÉNIQUES

Une dernière catégorie de questions concerne la coordination entre bailleurs de fonds. À mesure qu'augmente le nombre de pays développés, celui des programmes nationaux d'aide prolifère. Au sein même des pays, il existe souvent toute une quantité d'organismes qui fournissent de l'aide. Le gouvernement des États-Unis en compte ainsi dix-neuf qui apportent un concours dans divers domaines. Les ONG internationales ont proliféré encore davantage; nombre d'entre elles canalisent de grandes quantités de fonds publics et de dons privés, mais leur système de responsabilisation est très faible.

Périodiquement, tous ces intervenants se mettent en tête sinon de coordonner leurs efforts, du moins de les harmoniser. Les États bénéficiaires sont souvent ambivalents. Ils se plaignent de devoir composer avec une multitude d'organismes donateurs, mais ils acceptent mal les solutions qui permettraient aux organismes de leur opposer un front commun. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène: pour commencer, chaque organisme donateur public doit justifier de ses actes dans le contexte de son dispositif national de responsabilisation, et les normes varient selon les pays. En outre, aucun organisme donateur n'est prêt à suivre les directives d'un autre. Ajoutons que les États bénéficiaires eux-mêmes sont souvent ambivalents quant à leur ordre de priorité, à moins qu'ils ne décident de le masquer parce qu'ils savent que les donateurs ne partageraient pas leur point de vue.

La solution la plus raisonnable consisterait probablement à canaliser une plus grande partie de l'aide par l'intermédiaire d'un petit nombre d'organismes multilatéraux. Ceux qui sont les plus performants sont plus compétents que leurs homologues bilatéraux et que les ONG et ils sont aussi plus à l'abri des pressions politiques. Pour autant, c'est de toute évidence la tendance inverse qui est à l'honneur: le nombre des programmes bilatéraux et des ONG va croissant. Dans ces conditions, il faut espérer que les citoyens des pays développés feront l'effort de se renseigner sur l'ordre réel de priorité des États bénéficiaires pour permettre aux ONG et aux organismes donateurs de dépasser le cadre des aspects photogéniques. C'est cette conviction qui m'a poussé à écrire *The Bottom Billion*. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

La panoplie de l'aide des États-Unis à l'étranger

Steven Radelet

L'aide des États-Unis à l'étranger revêt de nombreuses formes, dont l'aide financière, la livraison de produits agricoles et la fourniture d'une expertise technique, et elle provient de sources et d'initiatives publiques, quasi publiques et privées.

M. Steven Radelet est attaché principal de recherche au Center for Global Development, où il se spécialise dans les questions liées à l'aide à l'étranger, à la dette des pays en développement, à la croissance économique et au commerce entre les pays riches et les pays pauvres. Il a occupé, de janvier 2000 à juin 2002, les fonctions de sous-secrétaire adjoint pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie au ministère des finances des États-Unis.

L'aide des États-Unis à l'étranger telle qu'on la connaît remonte au plan Marshall, c'est-à-dire aux années consécutives à la Seconde Guerre mondiale, et à la création de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, connue aujourd'hui sous le nom de Banque mondiale. Ces deux faits ont joué un rôle primordial dans la reconstruction de l'Europe et dans l'établissement des fondements de la paix, de la prospérité et de la liberté après la Seconde Guerre mondiale.

Les objectifs et les techniques des programmes d'aide à l'étranger des États-Unis se sont considérablement élargis depuis. De nos jours, les programmes appuient diverses activités dans des domaines d'importance vitale, dont l'agriculture, la santé, l'enseignement, l'infrastructure, la lutte contre le sida, la démocratie, la gouvernance, le bénévolat et l'aide humanitaire d'urgence. En 2006, le gouvernement des États-Unis a ainsi accordé plus de 26 milliards de dollars à quelque 120 pays et territoires.

L'aide des États-Unis revêt diverses formes, dont l'aide financière, la livraison de produits (produits alimentaires ou pharmaceutiques, par exemple), l'allègement de la dette et l'expertise technique. Toutefois, le gouvernement des États-Unis n'est qu'un des intervenants. Le peuple américain se montre encore plus généreux : il fait des dons par l'intermédiaire d'associations caritatives, de fondations,

d'organismes religieux et en consentant des efforts personnels.

Une caractéristique de l'aide des États-Unis à l'étranger, c'est qu'elle appuie non seulement des États, mais aussi des organisations non gouvernementales, des organismes religieux, des groupes de défense de diverses causes, des instituts de recherche ainsi que des petites entreprises et des créateurs d'entreprises. Ce vaste effort reflète la conviction de la plupart des Américains selon laquelle le progrès de la société dépend non seulement des interventions de l'État ou du secteur privé, mais aussi de la conjugaison des initiatives du secteur public, des



Deux jeunes garçons de Montecillos (Honduras) prennent plaisir à sentir l'eau couler entre leurs doigts maintenant que l'on a mis en place une canalisation grâce à l'aide de l'Agence des États-Unis pour le développement international.

Avec l'aimable autorisation de l'USAID

entreprises du secteur privé, des groupes à but non lucratif et des simples particuliers. On ne s'étonnera pas, dès lors, de trouver un peu partout au monde des organismes des États-Unis qui appuient des instituts de recherche



L'UNICEF appuie le programme d'alimentation qui aide cette femme à nourrir son jeune enfant sous-alimenté. Ils sont assis sous une moustiquaire dans un centre de nutrition administré par l'ONG internationale *Action contre la faim* au Darfour.

© UNICEF/HQ06-0575/Shehzad Noorani. Avec l'aimable autorisation du PEPFAR.

d'activités de développement dans le monde entier.

Si l'USAID forme la clé de voûte des efforts que déploie le gouvernement des États-Unis en faveur de l'aide à l'étranger, bien d'autres organismes proposent des programmes qui renforcent son action. La liste inclut, entre autres, le département d'État, le ministère des finances, le ministère de l'agriculture, de la défense, de la santé et des services sociaux, le Centre fédéral d'épidémiologie (*Centers for Disease Control* ou CDC), le Corps de la paix, la Société du compte du millénaire (*Millennium Challenge Corporation* ou MCC), la

économie, des groupes religieux qui administrent des écoles ou des dispensaires, des initiatives en matière de microfinancement à l'intention de créateurs de petites entreprises ainsi que des universités, des instituts de formation et des organisations non gouvernementales qui participent à des campagnes de sensibilisation à l'environnement et aux droits de l'homme.

LES PROGRAMMES D'AIDE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

La plupart des gens associent l'aide des États-Unis à l'action de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Établie en 1961, l'USAID est effectivement l'organisme fédéral le plus grand et le plus divers qui ait des responsabilités en la matière. Depuis sa création, elle a été le fer de lance de toutes sortes d'activités, dont la « révolution verte » qui a aidé à nourrir des millions de gens grâce à l'élaboration et à la distribution de nouvelles variétés de riz, de blé et d'autres céréales; des campagnes de vaccination; des programmes en faveur de la santé maternelle; des programmes d'alphabétisation; la mise au point de la thérapie par réhydratation orale pour combattre la diarrhée; des activités dans le domaine du microfinancement, etc. De nos jours, l'USAID administre toute une gamme

Fondation pour le développement de l'Afrique et la Fondation interaméricaine. En sus de ces efforts bilatéraux, ce sont les États-Unis qui contribuent le plus, ou qui comptent parmi les pays qui contribuent le plus, au budget d'organisations internationales essentielles, dont la Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Cinq programmes en particulier illustrent l'ampleur des initiatives entreprises par le gouvernement des États-Unis en matière d'aide à l'étranger et qui dépassent le cadre de l'USAID: ces programmes concernent les secours humanitaires, l'allègement de la dette, le Corps de la paix, la Société du compte du millénaire (MCC) et le plan d'aide d'urgence du président à la lutte contre le sida (PEPFAR).

Les secours humanitaires – La générosité du peuple américain se manifeste le mieux face à une situation d'urgence et à une crise humanitaire. Comme la plupart des gens à travers le monde, les Américains sont convaincus qu'il faut tendre la main à ceux qui sont dans le besoin. Principalement par l'intermédiaire de son Bureau de l'aide aux sinistrés à l'étranger (OFDA), le gouvernement des États-Unis a été parmi les premiers à

porter secours aux victimes du cyclone Mitch qui avait ravagé l'Amérique centrale en 1997. En outre, il a envoyé rapidement des soldats pour distribuer des vivres et des fournitures d'urgence aux rescapés du tsunami qui avait déferlé sur l'Indonésie, la Thaïlande, le Sri Lanka et d'autres pays en décembre 2004. De fait, après tout séisme, toute inondation, toute famine, et où que surgisse une crise mettant en jeu des réfugiés, on voit le gouvernement, des associations privées et des organismes religieux des États-Unis parmi les premiers intervenants d'une action internationale.

Allègement de la dette –

Depuis la fin des années 1990, le ministère des finances des États-Unis est l'un des principaux acteurs du mouvement mondial visant à réduire le fardeau souvent écrasant de la dette des pays les plus pauvres. Un tournant a été amorcé en 1997 quand les États-Unis et d'autres membres du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales sont convenus de lancer une initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Si cette dernière vise à alléger considérablement la dette, elle ne prévoit pas toutefois l'annulation pure et simple, tout au moins dans un premier temps. Au début de l'année 2000, les États-Unis ont été le premier pays à annoncer son intention d'annuler la totalité de leurs créances sur les pays à faible revenu qui remplissent certains critères.

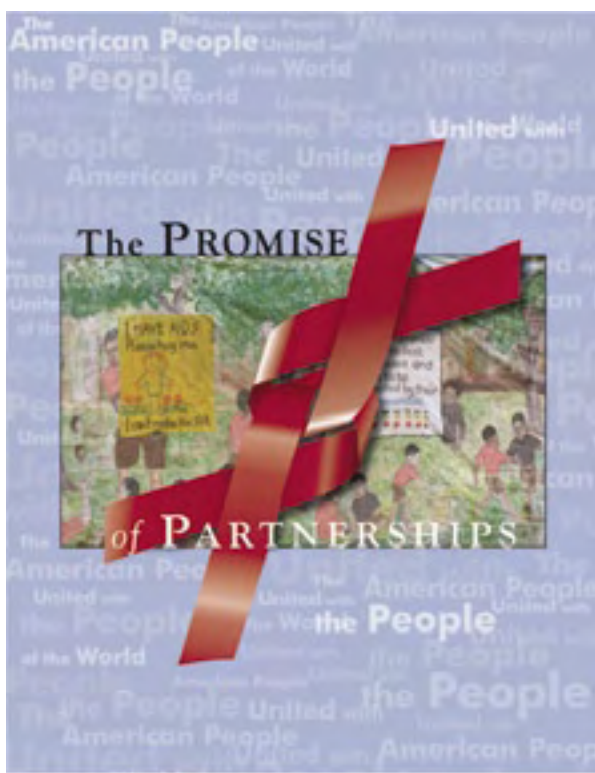
Le Corps de la paix – En matière d'aide à l'étranger, le Corps de la paix est peut-être l'organisme phare des États-Unis. La plupart des Américains sont convaincus qu'il faut travailler dur, relever les manches et donner un coup de main à son prochain. Le Corps de la paix incarne toutes ces valeurs. Au cours des quarante-cinq dernières années, plus de 187 000 Américains ont vécu cet idéal en se portant volontaire du Corps de la paix dans 139 pays.

On voit ces volontaires enseigner dans des écoles locales, appuyer les campagnes de sensibilisation du public au VIH, participer aux activités de vulgarisation agricole, donner des conseils aux propriétaires de petites entreprises et se montrer utiles dans toutes sortes d'autres activités. Pour des millions de gens de par le monde, le premier

contact avec un Américain, c'est avec un volontaire du Corps de la paix. En outre, et c'est tout aussi important, les volontaires du Corps de la paix de retour aux États-Unis sont plus sensibles à la diversité des cultures et ils se font un point d'honneur de partager leur vécu avec leurs concitoyens.

La MCC – Le Compte du millénaire (*Millennium Challenge Account* ou MCA) est l'un des tout derniers programmes d'aide à l'étranger du gouvernement des États-Unis. Créé en 2004, le MCA est administré par un nouvel organisme, la Société du compte du millénaire (MCC), mais il ne fonctionne pas comme la plupart des autres programmes d'aide. Le MCA se fonde sur le

principe selon lequel l'aide publique est d'autant plus efficace qu'elle vient appuyer des pays bien gouvernés et qui sont acquis à l'application d'une politique judicieuse visant à combattre la pauvreté et à accélérer le développement. Dans cet esprit, la MCC sélectionne les pays bénéficiaires en fonction de leur attachement concret à une bonne gouvernance, à la lutte contre la corruption, aux investissements dans les secteurs de la santé et de l'enseignement et à l'adoption d'une politique économique judicieuse. Quand elle a sélectionné un pays, la MCC laisse une grande autonomie à ce dernier à qui il incombe de définir son ordre de priorité en vue de l'élaboration de programmes adaptés à ses besoins et de leur application. Jusqu'à présent, beaucoup de pays se concentrent sur des projets d'infrastructure (l'infrastructure routière



Avec l'aimable autorisation du PEPFAR



www.PEPFAR.gov

notamment), d'agriculture et de développement dans les zones rurales. Les programmes sont élaborés de manière à stimuler l'activité économique, à attirer des investissements supplémentaires et à créer des emplois, ce qui contribue à accélérer la cadence des progrès économiques et à faire reculer la pauvreté. À ce jour, la MCC a désigné 25 pays comme étant admissibles à ses programmes principaux et elle a signé des contrats avec 14 autres. En outre, elle fait bénéficier de « programmes-seuils » 15 autres pays qui ne remplissent pas encore les critères d'admissibilité de la MCC, mais qui sont sur le point d'y parvenir.

Le PEPFAR – Depuis quelques années, les États-Unis sont le fer de lance de la lutte contre le sida dans le monde entier, et leur action dans ce domaine s'exprime essentiellement à travers le Plan d'aide d'urgence du président à la lutte contre le sida (PEPFAR) et par leurs contributions au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Etabli en 2003, le PEPFAR fournit une aide importante à 15 pays prioritaires, principalement situés en Afrique subsaharienne, et il administre d'autres programmes dans des dizaines d'autres. Au cours des quatre premières années d'existence du PEPFAR, ses programmes ont permis de rallonger l'espérance de vie de 1,1 million de personnes grâce à l'administration de médicaments antirétroviraux, d'éviter plus de 100 000 cas de transmission du VIH de la mère à l'enfant et de prodiguer des soins à plus de 4 millions de personnes touchées par cette épidémie. En outre, le PEPFAR a financé des activités de prévention qui ont atteint environ 60 millions de personnes et fourni des aides à l'appui de plus de 18 millions de séances de conseils et de dépistage. En marge de ces programmes bilatéraux, les États-Unis assurent environ 30 % du budget

du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, aujourd'hui le plus gros donateur au titre des programmes de lutte contre le paludisme et la tuberculose et le deuxième donateur au titre des programmes visant le VIH dans le monde. Malheureusement, l'épidémie de sida continue de se propager; depuis quelques années, ce sont les États-Unis qui sont le chef de file des efforts destinés à combattre cette maladie.

LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ

Indépendamment des contributions du gouvernement des États-Unis, les associations caritatives, les organismes religieux et de simples particuliers se font depuis longtemps un point d'honneur d'apporter une aide et leur appui à des organisations réparties dans le monde entier. Beaucoup d'Américains préfèrent offrir leur aide par l'intermédiaire d'organismes du



Des enfants font la queue pour recevoir de la nourriture fournie par l'association CARE au Zimbabwe. La démarche de CARE consiste à allier la distribution de vivres à celle de semences et d'outils, formation à l'appui, pour promouvoir la sécurité alimentaire à long terme.

Avec l'aimable autorisation de Jesse Moore/CARE

secteur privé, de fondations et d'églises. Les organismes tels que *Catholic Relief Services*, *World Vision*, CARE, la Croix-Rouge américaine, *Save the Children*, *Oxfam America* et quantité d'autres du même genre appuient depuis des dizaines d'années les efforts déployés en vue du développement à travers le monde. Pour ne citer qu'un exemple, je signale que l'association Rotary International, forte du soutien de ses membres aux États-Unis et dans le reste du monde, a été le fer de lance de l'éradication de la poliomyélite.

Ces dix dernières années ont été marquées par l'intervention de plusieurs nouvelles fondations, qui ont fait des contributions importantes en faveur du développement. Les fondations américaines font la guerre

à la pauvreté depuis de longues années : dans les années 1950 et 1960, les fondations Ford et Rockefeller comptaient parmi les plus grands organismes d'aide au monde, et aujourd'hui encore elles continuent d'apporter leur concours. Toutefois, plusieurs fondations ont vu le jour ces dernières années. La mieux dotée est assurément celle de Bill et Melinda Gates, qui décaisse plus de 1,5 milliard de dollars par an, soit plus encore que la somme totale de l'aide à l'étranger fournie par de nombreux pays donateurs considérés individuellement.

Il faut également mentionner la fondation William et Flora Hewlett, le réseau Omidyar, Google.org, la fondation Nike et l'association *Malaria No More*. Ces organismes apportent leur esprit d'entreprise, leur savoir-faire technique et leur détermination aux organisations et aux États qui s'emploient à résoudre certains des problèmes de développement parmi les plus pressants.

SE RENDRE À L'ÉVIDENCE

Certes, les programmes américains d'aide à l'étranger ne sont pas à l'abri des critiques. Si beaucoup d'observateurs reconnaissent que les États-Unis sont le plus grand donateur individuel, ils font aussi remarquer que leur aide est inférieure à celle d'autres pays en tant que pourcentage de leur produit intérieur brut, même quand on inclut dans l'aide américaine les contributions des particuliers et des associations caritatives. En outre, les retards d'ordre bureaucratique et le niveau élevé des frais administratifs compliquent les programmes d'aide publique des États-Unis. Ces questions commencent à retenir davantage l'attention aux États-Unis même, et des changements importants ont été faits. Par exemple, l'aide publique directe à l'étranger a augmenté de plus de 150 % depuis 1997. Certains efforts ont été déployés en vue de réduire les frais administratifs, en particulier dans le cadre de la MCC, et d'autres réformes sont en cours.

De nos jours, beaucoup d'Américains sont particulièrement conscients de l'urgence qu'il y a de combattre la pauvreté, d'enrayer les maladies endémiques et d'accélérer le développement dans les pays les plus pauvres. Ils s'efforcent à de nombreux niveaux de relever ces défis, par l'entremise de leurs pouvoirs publics, de fondations privées, de groupes religieux ou à titre individuel, dans l'espoir de faire reculer la pauvreté et les maladies et de créer un monde plus ouvert et plus prospère pour tous. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le nouveau paysage de l'aide

Carol Adelman



© AP Images/David Guttenfelder

Dans un orphelinat pour réfugiés libériens en Côte-d'Ivoire, l'ancien champion de boxe Muhammad Ali salue la foule à laquelle il vient apporter des vivres, des fauteuils roulants et des médicaments.

Les capitaux du secteur privé jouent un rôle de plus en plus important dans l'aide qui est apportée aux pays pauvres et dans les efforts visant à encourager le développement socio-économique.

Mme Carol Adelman est à la tête du Center for Global Prosperity de l'Institut Hudson ; elle se spécialise dans les questions liées au développement et aux orientations des États, aux dons privés en faveur des pays en développement, à l'aide à l'étranger et à la politique en matière de santé à l'échelle mondiale.

Les vedettes de rock et les dirigeants du G8 ont beau plaider en faveur de l'accroissement de l'aide publique au profit des pays pauvres, il n'empêche que cette forme d'aide continue de perdre de son importance dans les pays en développement. Les apports de capitaux privés et les dons des particuliers, y compris

les envois de fonds des immigrants dans leur pays d'origine, dépassent de nos jours largement l'aide publique au développement dans les secteurs traditionnels, dont l'enseignement, le logement et la santé. De surcroît, les partenariats entre le secteur public et le secteur privé, la croissance spectaculaire des dons faits sur l'Internet et les nouvelles technologies ont créé un nouveau paysage de l'aide. Les pouvoirs publics doivent comprendre ce phénomène et modifier leurs contributions en conséquence de façon à aider plus efficacement les pauvres de la planète.

L'indice 2007 de la philanthropie mondiale, établi par le Center for Global Prosperity de l'Institut Hudson, révèle qu'en 2005 (année la plus récente pour laquelle on dispose de données complètes) les Américains ont donné plus de 95 milliards de dollars aux pays en développement par le canal du secteur privé, lequel regroupe les fondations, les grandes sociétés, le vivier du milieu



© AP Images/Elaine Thompson

Ces frères jumeaux de Mercer Island, dans l'État de Washington, ont compté sur cette pancarte pour recueillir des dons en faveur des victimes du tsunami de décembre 2004. Ils ont fait don de près de 6000 dollars à l'association *World Vision*.

associatif, les universités et les institutions religieuses, sans oublier les heures passées par les bénévoles et les envois de fonds des immigrés.

C'est pratiquement trois fois et demie le montant de l'aide publique des États-Unis. En outre, des entreprises américaines ont fait des investissements et consenti des prêts à hauteur de 69 milliards de dollars. L'ensemble de ces montants d'origine privée représentait cette année-là environ 86 % des apports économiques des États-Unis dans les pays en développement.

L'ampleur de ce double engagement, celui du secteur public et du secteur privé, conjugué à la réussite confirmée des stratégies du secteur privé et des partenariats mixtes, donne à penser que les modèles traditionnels d'aide à l'étranger doivent faire peau neuve. Les programmes dignes de la période du plan Marshall qui fournissent une aide principalement par l'intermédiaire des pouvoirs publics des États bénéficiaires, souvent par l'entremise de consultants onéreux et d'une lourde administration, sont

aujourd'hui désuets et souvent inefficaces. Ces programmes traditionnels ont été conçus dans la perspective d'un monde où les investissements privés et la philanthropie internationale privée au profit des pays en développement faisaient pâle figure.

On aurait donc tort de mesurer l'aide fournie par les États-Unis à l'aune exclusive de l'aide publique parce qu'on ferait l'impasse sur la générosité des Américains et sur l'efficacité de leur aide en faveur des pays pauvres. C'est le cumul de nos dons privés et de l'aide publique au développement qui permet de mieux comprendre la vraie dimension de l'aide des États-Unis. En examinant la nature et la substance de l'intervention conjuguée du secteur public et du secteur privé, on découvre des stratégies souvent porteuses de résultats plus fructueux : elles tirent parti du marché mondial, exploitent les technologies qui mettent les donateurs privés en contact direct avec les populations désavantagées, réduisent le coût de l'acheminement de l'aide et améliorent la qualité de l'aide fournie.

UNE APPROCHE PRAGMATIQUE

Les études de cas sur cette « nouvelle génération » de modèles, dont font partie les partenariats public-privé, traduisent dans la pratique l'expression des idéaux américains que sont la responsabilité individuelle, la recherche de solutions locales et logiques et la conviction selon laquelle l'individu peut être un agent du changement. De nos jours, les donateurs mettent la main à la pâte, et ce sont les résultats qui les motivent. Ils veulent que les résultats soient mesurables et accomplis en liaison avec des partenaires locaux, et ils n'ont pas de patience pour les critères abstraits qui font plus de mal que de bien. L'action des immigrés d'une même ville natale qui se regroupent pour envoyer des fonds dans cette ville a des effets directs et spectaculaires. Les universités réparties sur l'ensemble du territoire des États-Unis offrent des bourses d'études dont le montant total dépasse largement celui des programmes financés par l'État. Les écoles de commerce enseignent des modèles de philanthropie spéculative dans le cadre desquels les organismes à but non lucratif aident les habitants de pays en développement à monter des entreprises, à créer des emplois et à faire des bénéfices. Les grands laboratoires pharmaceutiques et les fabricants de produits médicaux consacrent des milliards de dollars par an aux programmes de formation médicale et à l'aide en nature destinés aux pays en développement. Une nouvelle

génération de fondations et d'associations caritatives jette un regard neuf sur l'infrastructure administrative, sur la prise de décisions et sur l'évaluation des résultats.

L'examen des dons d'origine publique et privée aux États-Unis réalisé dans le cadre de l'indice 2007 confirme que les Américains continuent de faire preuve d'imagination et du sens des réalités, qu'ils agissent à titre individuel ou dans le cadre d'efforts collectifs, par l'intermédiaire d'organismes à but non lucratif ou d'entreprises à but lucratif, ou par le truchement de toute une variété de plateformes et de relations d'un genre nouveau.

La fondation Bill et Melinda Gates illustre cette nouvelle approche. En 2005, cette fondation, qui est l'institution philanthropique la plus grande au monde, a augmenté ses dons en faveur de la santé dans le monde, en accordant notamment des subventions d'un montant total de plus de 436 millions de dollars dans le cadre de son programme *Grand Challenges in Global Health*. Ce partenariat entre le secteur public et le secteur privé appuie des travaux de recherche auxquels participent des scientifiques de 33 pays déterminés à créer des technologies présentant un intérêt pratique pour les pays en développement : des technologies de la santé qui soient faciles à transporter, faciles à utiliser et efficaces. *Grand*



Ce motocycliste qui travaille pour *Riders for Health* livre des médicaments à des malades du district de Binga, l'une des régions les plus pauvres du Zimbabwe.

Avec l'aimable autorisation de *Riders for Health*

Challenges est un partenariat qui lie la fondation Gates à l'Institut national de la santé (NIH) des États-Unis. En outre, le fonds britannique Wellcome Trust y a apporté son concours, à hauteur de 27 millions de dollars, tandis que les instituts de recherche en santé du Canada ont versé 4,5 millions de dollars. *Grand Challenges* illustre un partenariat international idéal entre le secteur public et le secteur privé. Il tire le meilleur parti des fonds publics et privés, exploite les talents et les compétences uniques de chacun de deux secteurs et les applique de manière à répondre aux besoins critiques qui se font jour dans le monde en matière de développement.

Pour atteindre son objectif, à savoir que « les gens du monde entier, où qu'ils vivent, aient la possibilité de mener une vie saine et productive », la fondation Gates a adopté une approche pratique et pragmatique. Là où les méthodes « taille unique » des pouvoirs publics n'aboutissent pas, elle recherche les partenaires et les spécialistes qui sauront résoudre un problème donné. Ces efforts ont créé de nouvelles incitations à la participation des entreprises et redéfini les frontières traditionnelles entre le public et le privé, l'objectif visé étant de « toucher au maximum le plus grand nombre de gens ».

LE DÉMANTÈLEMENT DES BARRIÈRES

Au cours des vingt dernières années, de nouvelles formes de relations internationales et institutionnelles ont vu le jour et permettent de venir en aide aux populations démunies des pays en développement, en faisant tomber les barrières non seulement entre les pays donateurs et les pays bénéficiaires, mais aussi entre les modèles des organismes à but non lucratif et ceux des entreprises à caractère commercial ou industriel. En Afrique, en milieu rural, par exemple, le transport des malades dans les établissements médicaux peut tenir de la gageure. Les programmes d'aide publique avaient consacré des sommes importantes à l'achat de véhicules devant servir à cette fin, mais il n'y avait pas suffisamment de chauffeurs qui puissent les conduire : les véhicules étaient alors sous-utilisés ou ils tombaient en panne faute d'être entretenus.

Entrent en scène Randy Mamola, grande vedette des courses de moto Grand Prix originaire de Californie, et ses collègues Andrea et Barry Coleman. Après avoir minutieusement étudié les besoins et la situation au niveau local, ces trois personnes ont fondé l'association *Riders for Health*, dont le siège se trouve au Royaume-Uni. Cette dernière a mobilisé des capitaux privés qui ont permis de



© AP Images/Noah Berger

En 2006, sachant que ses clients seraient heureux de participer à une bonne œuvre, la chaîne de magasins de vêtements Gap a commencé à donner la moitié de ses bénéfices réalisés sur les articles (PRODUCT) RED™ au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

L'ATOUT TECHNOLOGIQUE

La technologie appliquée est un autre domaine dans lequel de nouvelles approches et de nouveaux partenariats exercent un effet profond sur l'aide fournie aux pays en développement, y compris en ce qui concerne l'acheminement et l'usage des fonds que les travailleurs émigrés envoient à leur famille dans leur pays natal. Cet argent contribue dans une très grande mesure à sortir de la pauvreté les habitants des pays en développement. Les nouvelles technologies permettent de faire parvenir à leurs destinataires le maximum des fonds envoyés parce que les frais de virement sont moins élevés, les envois sont canalisés dans des investissements et les pauvres sont intégrés dans le secteur financier lorsqu'ils ouvrent des comptes

former des conducteurs et d'autres techniciens en Ouganda, en Gambie et au Lesotho. À l'heure actuelle, cette association est entièrement gérée par des équipes africaines qui maintiennent en état des véhicules à 2 et à 4 roues grâce auxquels près de 11 millions d'Africains peuvent avoir accès à des soins médicaux.

Un habitant du district de Makoni, au Zimbabwe, qui est atteint du sida, explique comment une motocyclette tout terrain spécialement mise au point par *Riders for Health*, l'Uhuru (indépendance en swahili), lui rend la vie plus facile, à lui et à sa famille : « Avant l'Uhuru, c'était un cauchemar d'aller à l'hôpital. Il fallait que ma famille aille louer un véhicule qui me prenait chez moi pour m'emmener à l'hôpital. »

En outre, l'Uhuru permet à des équipes médicales d'acheminer une aide importante destinée à soigner des maladies évitables. Une étude, effectuée par *Riders for Health* et par des responsables locaux de la santé publique, a confirmé la baisse de 20 % des cas de paludisme dans le district de Binga où cette association était implantée. Par contre, le nombre des cas de paludisme n'a pas cessé d'augmenter dans les districts voisins.

d'épargne et des comptes courants.

Les systèmes de paiement transfrontalier par voie électronique figurent parmi le nombre croissant d'options qui permettent d'éviter les frais relativement élevés de virement de fonds. La Réserve fédérale des États-Unis, par exemple, lie maintenant son système automatisé de virement avec celui de son homologue mexicain dans le cadre d'un « partenariat pour la prospérité » conclu entre leurs deux pays. Les frais de virement électronique de fonds entre les États-Unis et le Mexique ne sont plus que de 0,67 dollar par virement. Les services d'envois de fonds encouragent expéditeurs et destinataires à placer leur argent, à toucher des intérêts et à faire des emprunts pour leurs investissements à caractère commercial ou industriel.

Les Américains aiment à mettre l'accent sur les valeurs fondamentales que sont l'initiative personnelle, l'indépendance et la responsabilité individuelle. Nous voyons ces valeurs en action quand ils se servent de l'Internet pour donner un nouveau visage à la philanthropie mondiale. Les donateurs et les bénéficiaires potentiels se rencontrent à travers les forums de discussion et les sites de réseaux sociaux, où foisonnent les liens directs à coût faible ou nul et où la publicité, tel un virus, se propage rapidement sur la Toile. Les bénévoles virtuels cherchent à mieux faire connaître les besoins et à attirer de

nouveaux donateurs. Grâce aux paiements sécurisés par carte de crédit, les internautes peuvent contribuer directement à leurs causes préférées. Les donateurs, les personnes désireuses de faire du bénévolat et les organismes bénéficiaires peuvent explorer les sites de services d'accès par passerelle, tels *change.org*, *dosomething.org* ou *firstgiving.org*, pour découvrir les causes dignes de leurs dons, en argent ou en temps, ou pour faire connaître leurs projets à des donateurs susceptibles d'être intéressés.

UN PARTENARIAT PLUS ÉTROIT

Ce sont là quelques exemples seulement qui montrent comment l'efficacité des partenariats entre le secteur public et le secteur privé contribue à créer la prospérité dans les pays en développement. Dans toute la mesure du possible, l'aide publique à l'étranger doit rejoindre les projets privés et les institutions locales, en particulier le nombre croissant de fondations locales dans les pays en développement. Celles-ci ont augmenté de plus de 25 % entre 2000 et 2005. Le directeur d'une association philanthropique thaïlandaise, Vajiraya Buasari, affirme que son association est capable de résoudre des problèmes parce que c'est « une organisation non gouvernementale qui passe rapidement à l'action, qui dépense judicieusement ses fonds et qui est responsable de ses actes ».

En établissant des partenariats plus directs avec les institutions locales des pays en développement, les États-Unis et les autres États donateurs soumettent leurs efforts à l'épreuve cruciale du marché. Les projets financés publiquement qui attirent des fonds privés et des volontaires sont plus susceptibles de produire des résultats solides et de s'inscrire dans la durée. De tels partenariats peuvent dispenser une aide qui a le mérite d'atteindre directement les personnes visées, de forger des relations entre égaux et de créer des institutions durables qui sont les mieux placées pour relever les imposants défis en matière de pauvreté, de santé, d'environnement et de droits individuels. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Transformer la diplomatie, et la vie d'autrui



La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, lors du discours qu'elle a prononcé sur «la diplomatie transformatrice», à l'université de Georgetown, à Washington.

Lors du discours qu'elle a prononcé en janvier 2006 à l'École de diplomatie de l'université de Georgetown, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a fait remarquer que les technologies modernes réduisaient la distance entre les États-Unis et les autres pays. Il s'ensuit, a-t-elle dit, les intérêts en matière de sécurité, les idéaux démocratiques et les efforts de développement sont de plus en plus liés. La diplomatie ne peut plus être, comme le disaient les historiens, «ce qu'un bureaucrate écrit à un collègue» ou, selon l'écrivain autrichien Karl Krauss «une partie d'échecs».

Mme Rice a préconisé une nouvelle diplomatie transformatrice, «dans laquelle l'assistance aux autres peuples et nations devait jouer un rôle de premier plan». Sous sa direction, le nouveau cadre stratégique de l'aide américaine à l'étranger «a pour objectif d'aider à édifier et à soutenir des États démocratiques et bien gouvernés qui savent répondre aux besoins de leur population, qui réduisent la pauvreté et qui se comportent de manière responsable sur la scène internationale».

Le discours de la secrétaire d'État a déclenché une transformation des institutions diplomatiques et des organismes d'aide à l'étranger du pays. Un plus grand nombre de diplomates américains sont maintenant affectés dans des centres régionaux importants où ils sont en contact avec davantage de gens. Au département d'État, un nouveau Centre de la reconstruction et de la stabilisation coordonne les efforts déployés pour aider les pays à se relever à l'issue d'un conflit ou de troubles civils. Des équipes d'intervention rapide aident les pays à lutter contre la grippe aviaire et d'autres maladies. On a regroupé des organismes de manière à faciliter la distribution en temps utile de l'aide là où elle se révèle nécessaire. Le directeur de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) occupe également le poste de directeur de l'aide à l'étranger au département d'État et il est chargé de coordonner la stratégie des États-Unis en matière d'aide à l'étranger.

De nouvelles initiatives novatrices comme la Société du compte du millénaire (*Millennium Challenge Corporation*), le plan d'aide d'urgence du président à la lutte contre le sida (PEPFAR) et d'autres activités décrites dans la présente revue contribuent à la diplomatie transformatrice en créant les conditions propices au succès de ces programmes.

Certes, les contacts personnels peuvent être la forme de diplomatie la plus transformatrice. Les citoyens diplomates, a déclaré la sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique, Mme Karen Hughes, figurent parmi les meilleurs atouts diplomatiques des États-Unis.

Les pages qui suivent décrivent divers partenariats publics, privés et mixtes visant à aider chaque jour, à travers le monde, les populations qui en ont besoin. Ces partenariats constituent des exemples de la diplomatie transformatrice.

Un fonds de cardiologie pédiatrique sauve la vie d'enfants

Jack West

BASE AÉRIENNE DE MANAS (Kirghizistan) – Depuis sa création en 2003, l'association MABOS de la base aérienne américaine de Manas a sauvé la vie de 76 enfants nés avec un orifice dans leur cloison cardiaque, par l'intermédiaire du Fonds de cardiologie pédiatrique.

La MABOS « nous a beaucoup aidés », a déclaré Gula Tolkonbek, la mère de Nazik Tolkonbek (10 ans) qui a été opérée au cœur. « Nous avons dépensé tout notre argent pour des traitements avant l'opération. Nous avons essayé d'obtenir de l'argent de diverses sources. C'était notre dernière chance. Merci », a-t-elle dit.

La malformation la plus courante chez les enfants à la naissance est la perméabilité du foramen ovale. Tous les fœtus ont un orifice dans la cloison cardiaque durant leur croissance mais, dans la plupart des cas, cet orifice se ferme avant la naissance du bébé.

Chez les personnes atteintes de cette malformation, l'orifice ne s'est pas fermé, et le sang coule directement du ventricule droit au ventricule gauche sans jamais atteindre les poumons. Il s'ensuit que le sang n'est pas oxygéné et que les cellules ne reçoivent pas l'oxygène dont elles ont besoin. La personne semble alors avoir une couleur bleue et manque de force.

La perméabilité du foramen ovale est une malformation de naissance et non une maladie. On ne comprend pas encore très bien sa cause, mais on sait qu'il s'agit d'un problème congénital causé par la haute altitude du lieu d'habitation de la mère avant la naissance du bébé, ce qui est le cas pour la plupart des enfants auxquels la MABOS vient en aide.

Cette malformation existe non seulement au Kirghizistan, mais aussi dans des régions des États-Unis où l'altitude est élevée, comme le Colorado.

C'est un problème courant dont on n'entend guère parler aux États-Unis parce qu'on le traite rapidement, alors qu'ici on ne possède pas les

ressources nécessaires pour y remédier, a déclaré le docteur Ryan Lewis, du 376^e groupe médical expéditionnaire.

Les patients sont signalés à la MABOS par M. James Carney, qui assure la liaison entre le Fonds de cardiologie pédiatrique et cette association. Originaire du Montana, M. Carney vit à Bichhkek avec sa femme et ses enfants.

L'établissement dans lequel les opérations ont lieu, l'Institut de recherche spécialisé dans la chirurgie cardiaque et la greffe d'organes, prévient M. Carney quand une famille a besoin d'aide. Celui-ci examine alors le dossier pour s'assurer que la famille en question a effectivement besoin d'aide et en informe le président de la MABOS.

La MABOS paie 560 dollars par opération pour la fourniture d'un appareil appelé oxygénateur qui fait fonction de poumon artificiel. Pendant l'opération, le sang du patient est transféré de son cœur et de ses poumons à des machines pour permettre aux chirurgiens de remédier à la malformation cardiaque.

« Les patients ont meilleure mine aussitôt après l'opération du fait que leurs cellules reçoivent l'oxygène dont elles étaient privées auparavant », a indiqué le docteur Samudin Esenbekovich Shabyratier, de l'Institut de recherche.

Le Fonds de cardiologie pédiatrique continuera d'être nécessaire jusqu'à ce que la cause du problème soit découverte et la malformation supprimée. Tant qu'un besoin existera, la MABOS sera là pour jouer son rôle. ■

Le sergent Jack West est l'adjoint de l'aumônier de l'armée de l'air des États-Unis. Son article a paru antérieurement sur le site Internet de la 376^e escadre aérienne expéditionnaire de la base aérienne de Manas, au Kirghizistan. Il fait partie du domaine public et peut être reproduit librement.



La création de liens avec le Guatemala

(Toutes les photos ont été fournies par la *Vale United Methodist Church*)



Ce groupe de bénévoles d'Oakton (Virginie) a passé une semaine à travailler dans les montagnes du Guatemala pour aider des villageois mayas à améliorer leur existence.

Des membres d'une paroisse méthodiste, la *Vale United Methodist Church*, de la banlieue de Washington, financent des programmes d'aide aux personnes nécessiteuses, localement et à l'étranger. Cette paroisse s'emploie à établir des relations avec les femmes mayas des régions montagneuses du Guatemala pour les encourager à se prendre en charge et à améliorer la vie dans leur village. Un groupe de paroissiens se rend chaque été au Guatemala pour y construire des maisons et des fourneaux de cuisine et pour enseigner aux villageois de nouvelles techniques. Les fourneaux qu'ils construisent sont particulièrement importants parce qu'ils remplacent de vieux poêles sans mécanisme de ventilation et des feux à ciel ouvert qui provoquent des maladies des yeux et des troubles respiratoires, principale cause de décès des enfants des montagnes. Les nouveaux fourneaux réduisent aussi le travail des femmes et diminuent considérablement la consommation de bois dans une région qui souffre de coulées de boue et d'inondations en raison du déboisement.

Une bénévole qui avait célébré son soixante-dixième anniversaire durant son voyage au Guatemala en 2006, et qui y est retournée en 2007, a résumé en ces termes son expérience: « Il ne s'agit pas du tout de permettre au donateur d'avoir bonne conscience. Nous devons donner aux villageois ce qu'ils veulent et non pas ce dont nous pensons qu'ils ont besoin. Nous voulions établir des liens avec eux, pas simplement bâtir une maison. » D'autres bénévoles ont également fait part de leurs impressions.



Album photo



Un travailleur bénévole construit un fourneau doté d'un mécanisme de ventilation pour réduire la fumée à l'intérieur de la maison.



Ces femmes mayas tricotent divers articles dont certains seront vendus dans une foire artisanale internationale et les autres utilisés par leur famille.

« Cela nous réchauffait le cœur de voir l'enthousiasme et les rires des femmes tandis qu'elles décidaient où elles allaient placer leur nouveau fourneau. »



Une fois construits, de simples fourneaux comme celui-ci amélioreront considérablement l'existence des familles mayas.



Avant le départ du groupe de bénévoles, les femmes dont la maison était maintenant équipée d'un fourneau ont préparé un repas à leur intention et leur ont remis des bouquets de fleurs enveloppés dans une étoffe qu'elles avaient tissée.

« J'avais pensé que nous ne pourrions pas avoir une grande influence avec si peu de gens. J'avais tort, nous y sommes parvenus !!! »



Album photo

« Pour la collecte de fonds, les villageoises avaient aménagé plusieurs « pièces », et nous devions payer un droit d'entrée. Dans l'une des pièces, elles avaient exposé des costumes du pays, que nous pouvions essayer moyennant un dollar ; dans une autre, les enfants présentaient des danses folkloriques ; une troisième contenait des dessins d'enfants, dont certains étaient à vendre, et une quatrième des tissages que nous pouvions acheter. »



L'équipe de bénévoles avait organisé des activités à l'intention des enfants : la confection d'avions en papier, une course en sac, un saut à la corde et une danse, le limbo, qui consiste à se pencher en arrière et à passer et repasser sous un bâton horizontal.



Le dernier jour du voyage, les villageois ont organisé une fête. Plusieurs des travailleurs bénévoles de Virginie ont appris une nouvelle danse.



« Il était difficile de quitter le village pour la dernière fois tandis que tous les enfants massés autour de l'autocar nous faisaient au revoir de la main. »

« Nous avons visité les salles de classe, nous nous sommes fait peindre le visage, nous avons essayé des vêtements mayas, nous avons pris des photos et acheté certains des articles tissés par les femmes. Elles ont recueilli plusieurs centaines de dollars, et la journée a été un grand succès. Cela était évident sur tous ces visages souriants ; elles étaient heureuses du résultat de leurs efforts. »

Un fonds semi-public vient en aide aux femmes et aux enfants réfugiés

David Anthony Denny



Des femmes chantent ensemble dans un camp de réfugiés situé dans la capitale du Liberia, Monrovia.

Le département d'État a mis sur pied un nouveau fonds auquel des particuliers et des entreprises peuvent contribuer et qui a pour vocation de satisfaire les besoins essentiels des femmes et des enfants qui sont réfugiés.

Le Fonds pour les femmes et les enfants réfugiés à l'étranger, dont le lancement a eu lieu le 20 juin à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, constitue un partenariat entre la direction de la population, des réfugiés et des migrations du département d'État et le secteur privé. Il est destiné à fournir une aide essentielle aux femmes et aux enfants réfugiés car ces deux groupes forment la majorité des réfugiés qui cherchent à échapper à la violence et aux troubles d'ordre politique ou social.

Le gouvernement des États-Unis dispose déjà de deux fonds pour aider les réfugiés. Le premier dont la dotation annuelle est de 500 millions de dollars sert à aider les réfugiés à survivre, et le second (en moyenne 300 millions de dollars par an) permet d'aider des réfugiés à s'installer de façon permanente aux États-Unis. Toutefois, ces fonds sont consacrés aux besoins immédiats des réfugiés, et souvent les besoins de plus longue durée sont négligés dans la course à l'obtention de ressources limitées. Ils portent particulièrement sur les trois mois qui suivent une crise faisant des habitants d'un pays donné des réfugiés. C'est en effet pendant cette période qu'il est essentiel de satisfaire les besoins de première nécessité (logement, vivres et eau) et que la situation locale est souvent chaotique.

Toutefois, la plupart des crises durent plus longtemps que trois mois.

C'est la secrétaire d'État adjointe à la population, aux réfugiés et aux migrations, Mme Ellen Sauerbrey, qui a eu l'idée de ce nouveau fonds. « En général, a-t-elle dit, les réfugiés sont chassés de leur pays et ont perdu leurs foyers et des membres de leur famille. Ils ne devraient pas avoir à perdre leur avenir et celui de leurs enfants. »

L'enseignement sera un des éléments essentiels qui bénéficieront d'un financement de ce nouveau fonds. En effet, de nombreux réfugiés sont analphabètes, et leurs enfants ne sont pas scolarisés du fait de ces troubles et bouleversements. Ce financement sera réservé à des projets d'enseignement primaire et d'enseignement technique.

UN MOYEN SÛR ET EFFICACE D'ÊTRE GÉNÉREUX

Le nouveau fonds offre aux particuliers, aux entreprises et aux fondations un moyen sûr, facile et efficace de donner de l'argent. Le département d'État connaît les besoins des réfugiés, les zones géographiques où se trouvent ceux-ci et surtout les lacunes qu'il convient de combler. Il a aussi acquis une grande expérience en matière d'aide humanitaire et dispose des ressources nécessaires pour suivre un projet d'aide et pour en évaluer les résultats. Les sommes recueillies iront aux partenaires habituels de la direction de la population, des réfugiés et des migrations tels que *Save the Children*, *World Vision* et d'autres organismes respectés d'aide humanitaire qui sont déjà présents sur le terrain. Les responsables de cette direction envisagent d'inclure cette nouvelle source de financement dans des projets en cours afin de supprimer des frais administratifs supplémentaires.

Cette nouvelle source de financement permettra de venir en aide aux réfugiés après les trois premiers mois. Par exemple : les enfants vont-ils à l'école ? Les femmes sont-elles à l'abri de tout nouvel acte de violence et ont-elles les moyens de s'occuper de leurs enfants dès maintenant et après la fin de la crise en question ? Trop souvent, les réfugiés passent des années dans des camps en dehors de leur pays avant de rentrer dans leurs foyers.

À titre d'exemple d'activités antérieures dans ce domaine, on peut citer le partenariat entre le département d'État et l'*International Rescue Committee* qui a permis la formation de réfugiés libériens en tant qu'enseignants alors qu'ils se trouvaient dans des camps en Guinée et en Sierra Leone. Après quatorze années de guerre civile, les réfugiés rentrent maintenant chez eux. Les premiers à rentrer sont les enseignants formés par l'*International Rescue Committee*, qui vont avoir pour tâche de contribuer à la création d'un avenir meilleur pour les enfants du Liberia.

L'ORDRE DE PRIORITÉ DU NOUVEAU FONDS

Le nouveau fonds aura trois grandes tâches prioritaires :

- **la protection :** les réfugiées risquent souvent d'être violées ou d'être enlevées comme esclaves. Par exemple, au Darfour elles sont souvent violées lorsqu'elles sortent des camps pour chercher du bois ;
- **l'instruction :** apprendre aux enfants à lire, à écrire et à compter crée une génération de personnes capables de participer aux efforts de reconstruction de leur pays. Entre-temps, les enfants deviennent moins vulnérables aux sollicitations des combattants qui cherchent souvent à recruter les garçons en qualité de soldats et de ceux qui cherchent à violer les filles ou à les exploiter ;
- **la transmission de connaissances utiles :** les mères alphabétisées ont les connaissances nécessaires pour poursuivre l'instruction de leurs enfants lorsqu'ils ne sont pas scolarisés et pour apprendre de meilleures méthodes en matière de santé, d'hygiène et d'alimentation. Les veuves et les mères célibataires, en particulier, ont besoin de connaissances utiles pour trouver un travail de manière à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'instruction des mères permet à toute la famille d'avoir un avenir prometteur. ■

David Anthony Denny fait partie de l'équipe de rédaction du Bureau des programmes d'information internationale. Son article a paru antérieurement sur le site Internet usinfo.state.gov.

Un filtre à eau anti-arsenic constitue un espoir pour des millions de personnes

Jeffrey Thomas



Avec l'aimable autorisation d'Evan Cantwell, de l'université George Mason

Le professeur Abul Hussam (à gauche) et un étudiant de l'université George Mason présentent le filtre SONO.

Le lauréat d'un prestigieux prix scientifique ne ménage aucun effort pour que les habitants défavorisés de différents pays du monde bénéficient de son invention, qui permet d'enlever l'arsenic et d'autres impuretés de l'eau tirée de puits tubés.

Professeur de chimie de l'université George Mason (Virginie), M. Abul Hussam a consacré la plus grande partie du million de dollars qu'il a reçu en remportant cette année le prix *Grainger Challenge* à la distribution de son système bon marché de filtrage de l'eau aux habitants pauvres de pays tels que le Bangladesh, d'où il est originaire et où de 77 à 95 millions de personnes boivent de l'eau contaminée par l'arsenic. Il a remis une partie de l'argent à l'université et mis de côté une autre

partie pour la consacrer à d'autres travaux de recherche.

La contamination de l'eau par l'arsenic est un grave problème dans les puits tubés du Bangladesh, de l'Est de l'Inde, du Népal et de plusieurs autres pays. L'arsenic est un poison qui, même à de faibles doses, peut entraîner des maladies cutanées, des troubles neurologiques, des cancers, l'arrêt du fonctionnement de certains organes et la perte de membres, ainsi que la mort.

Le professeur Hussam a commencé à étudier le problème de l'arsenic lorsque son frère, qui est médecin à Kushtia (Bangladesh), lui a demandé de mettre au point une technique de mesure précise de cette substance. Dans le cadre de ses travaux de recherche à l'université George Mason, il a conçu un analyseur

électrochimique et s'en est servi pour mettre au point une méthode de mesure. « Le premier échantillon que nous avons évalué venait du puits tubé de notre maison et nous avons détecté de 160 à 190 parties d'arsenic par milliard (ppb), 50 ppb étant la limite acceptable. Nous avons ensuite décidé de mettre au point un filtre à eau », a-t-il expliqué.

Le professeur Hussam a pu constater que tous les habitants du quartier dans lequel il avait grandi et 60 % des 400 000 habitants de Kushtia buvaient de l'eau contaminée par l'arsenic. Ses frères et sœurs et lui-même ne présentaient aucun symptôme d'empoisonnement, contrairement à d'autres habitants du quartier.

Son filtre à eau est simple, bon marché et se compose de matériaux courants.

Le prix *Grainger Challenge* a été créé par l'Académie nationale des sciences de l'ingénieur (NAE), avec l'appui de la Fondation Grainger. La NAE a mis les ingénieurs américains au défi de concevoir un système de traitement de l'eau qui permettrait de considérablement réduire la teneur en arsenic de l'eau provenant des puits tubés dans les pays en développement. Il fallait que le système en question soit bon marché, solide, fiable et d'un entretien facile, qu'il puisse être accepté et acheté par la population locale, qu'il puisse être fabriqué et entrete nu dans un pays en développement et qu'il ne modifie pas par ailleurs les autres caractéristiques de l'eau ou qu'il ne crée pas de déchets toxiques.

Le filtre SONO du professeur Hussam était l'un des 75 projets présentés. Il a fait l'objet d'essais dans un laboratoire de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis et a été analysé par chacun des 10 membres du comité de sélection, a indiqué le président de ce comité, le professeur Charles O'Melia de l'université Johns Hopkins (Maryland), qui a qualifié ce filtre de « novateur ».

Le filtre SONO fonctionne sans électricité, au moyen de trois seaux empilés l'un sur l'autre. Le seau supérieur est rempli de sable de rivière aux grains épais et d'un mélange de fer, qui est le principal élément servant à enlever l'arsenic. Le seau intermédiaire contient du sable de rivière aux grains épais et du charbon de bois qui enlève les impuretés organiques. Le seau inférieur contient du sable fin de

rivière et des éclats de brique qui permettent de filtrer de fines particules et de stabiliser le débit de l'eau. Le filtre SONO est fabriqué au Bangladesh, à partir de matières premières locales, et son prix de revient se situe entre 35 et 40 dollars. Il filtre 20 litres d'eau par heure, nécessite peu d'entretien et dure au moins cinq ans. Il est également « écologique », car il ne produit aucun déchet toxique.

Le professeur Hussam a distribué 32 500 de ces filtres au Bangladesh, notamment dans plus d'un millier d'écoles. « Nous commençons à voir les effets de l'eau potable chez des personnes qui guérissent de la mélanose et de la kératose (maladies de la peau), et la plupart des habitants se sentent mieux », a-t-il dit. Les gens sont aussi plus conscients de l'importance de disposer d'une eau potable et propre.

« Nous comptons distribuer ce filtre en Inde et au Népal », a-t-il précisé.

Les travaux du professeur Hussam sur la contamination par l'arsenic et sa collaboration avec d'autres personnes en vue de créer un laboratoire de recherche sur l'environnement au Bangladesh illustrent la synergie qui peut se développer entre des institutions des États-Unis et d'autres pays grâce à la formation professionnelle d'une seule personne.

Abul Hussam est arrivé aux États-Unis en 1978 pour poursuivre ses études universitaires. Il est entré au département de chimie de l'université George Mason après avoir obtenu son doctorat à l'université de Pittsburgh (Pennsylvanie) et effectué un stage de postdoctorant à l'université du Minnesota. Il a acquis par la suite la nationalité américaine. « Depuis 1983, a-t-il dit, je suis en contact avec mon frère médecin, qui essaie de mettre en place un laboratoire de diagnostic clinique dans ma ville natale, Kushtia. J'ai également aidé mes professeurs de l'université de Dacca à créer un laboratoire d'électrochimie et j'ai donné des conférences dans différentes institutions. ».

« Mon expérience aux États-Unis s'est révélée extrêmement précieuse, a-t-il souligné. Je dois dire que j'ai eu d'excellents collègues ici et à l'étranger, qui se sont montrés réceptifs et qui m'ont aidé. » ■

Jeffrey Thomas fait partie de l'équipe de rédaction du Bureau des programmes d'information internationale. Son article a paru antérieurement sur le site Internet usinfo.state.gov.

La diaspora éthiopienne des États-Unis finance un centre médical en Éthiopie

Jim Fisher-Thompson



© AP Images/Karel Prinsloo

Des membres de la diaspora éthiopienne des États-Unis aident, par l'intermédiaire de l'*Ethiopian Health Support Foundation*, les pauvres d'Éthiopie, comme cet enfant qui mendie à Addis-Abeba.

L'aide des États-Unis à l'étranger se monte actuellement à plus de 26 milliards de dollars par an, mais les dons des organisations non gouvernementales (ONG) telles que l'*Ethiopian Health Support Foundation* (Fondation en faveur de la santé en Éthiopie) apportent également une importante contribution lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins humanitaires et en matière de développement des pays pauvres.

Établie et administrée par des membres de la diaspora éthiopienne des États-Unis, cette fondation a participé à la création du centre médical Saint Yared à Addis-Abeba en 2006 et envisage de construire prochainement un hôpital d'une capacité de 100 à 200 lits dans cette ville.

Les activités de la fondation et les problèmes liés

à la fourniture de soins médicaux en Éthiopie constituent les deux grands sujets du discours que M. David Shinn, ancien ambassadeur des États-Unis en Éthiopie, qui est actuellement professeur auxiliaire de l'université George Washington, a prononcé devant des membres de cette fondation à Kansas City (Missouri), le 19 mai 2007.

«Pays d'une beauté incontestable et où la diligence de la population est remarquable, l'Éthiopie est l'un des plus pauvres de la planète», a-t-il déclaré. Ce pays ne dispose que de trois médecins pour 100 000 habitants en moyenne, et l'espérance de vie n'y est que de 49 ans pour les hommes et de 51 ans pour les femmes.

L'infrastructure médicale pratiquement inexistante de l'Éthiopie est mise à rude épreuve par un taux



© AP Images

Un enfant éthiopien reçoit un vaccin contre la poliomyélite près de Butajira, au sud de la capitale, Addis-Abeba.

annuel de natalité de 2,3 %, qui augmente la population de 2 millions de personnes chaque année.

Le centre médical Saint Yared d'Addis-Abeba, a-t-il dit, jouit d'une grande popularité parce qu'un groupe de médecins et d'infirmières étrangers, dont une équipe de spécialistes du Missouri, y donne des soins et y assure la formation du personnel médical. Il fournit en outre à titre bénévole des soins à un orphelinat qui compte 200 enfants.

À l'heure actuelle, l'*Ethiopian Health Support Foundation* cherche à obtenir une aide financière afin de maintenir les services du centre médical, de construire un hôpital et de couvrir les frais de transport liés à l'envoi des dons de matériel médical vers l'Éthiopie.

Par ailleurs, la fondation a pour objectif de contribuer à l'élaboration d'un système de soins tout à fait nouveau pour ce pays.

À l'instar de nombreuses autres ONG américaines à vocation philanthropique, l'*Ethiopian Health Support Foundation* ne rémunère pas son personnel. Elle ne compte que des bénévoles, et tous les dons qu'elle recueille servent à assurer le fonctionnement de son centre médical en Éthiopie. ■

Jim Fisher-Thompson fait partie de l'équipe de rédaction du Bureau des programmes d'information internationale. Son article a paru antérieurement sur le site Internet usinfo.state.gov.

Des enfants panaméens bénéficient des services d'un navire hôpital américain

David Shelby



© AP Images/Arana Cubillos

Un médecin mène une Haïtienne vers une salle de réanimation après son opération à bord du navire hôpital *Comfort*, au large d'Haïti. Cet hôpital flottant dispense à la population locale des vaccins, des examens de la vue, des soins dentaires et des opérations à titre gratuit.

Colon (Panama) - Yukeicha Newell sait exactement ce qu'elle veut faire à la fin de ses études. Son rêve est d'ouvrir un salon de beauté. Mais ces deux dernières années, cette Panaméenne âgée de 15 ans était loin de se sentir belle. Un gros kyste sur son cou était pour elle une source continue de harcèlement et d'embarras.

La mère de Yukeicha avait consulté de nombreux médecins locaux, mais aucun d'eux n'était équipé pour extirper le kyste. Ils craignaient en outre que cette opération délicate n'abîme de façon permanente la voix de l'adolescente.

Lorsque l'un des médecins de Yukeicha apprit qu'un navire hôpital de la marine nationale des États-Unis, le *Comfort*, allait faire escale dans le port de

Colon, il recommanda à l'adolescente de consulter les chirurgiens du navire pour voir s'ils pouvaient faire quelque chose pour elle. Une opération de courte durée à bord du *Comfort* a changé l'apparence de Yukeicha et lui a donné l'espoir de mener une existence normale.

Le *Comfort* a à son bord plus de 500 membres du corps médical qui font une tournée de quatre mois dans 12 pays d'Amérique latine et des Antilles afin d'accomplir diverses tâches dont la fourniture de soins médicaux de base, des interventions chirurgicales mineures, la rénovation de dispensaires, la réparation du matériel médical ainsi que des stages de formation à l'intention du personnel soignant local.

Sur les milliers d'examen médicaux et dentaires



© AP Images/Luis Romero

Au large du Nicaragua, un habitant de ce pays (à droite) reçoit une paire de lunettes à bord du navire hôpital *Comfort*.

auxquels a procédé le personnel du navire à Colon, seuls plusieurs d'entre eux ont permis de découvrir des problèmes qui mettaient en danger la vie du patient et que l'on n'aurait peut-être pas découverts. Or, comme l'a dit le commandant du corps médical du navire, Bruce Boynton, même un abcès à une dent peut entraîner la mort si on ne le soigne pas. De nombreux autres examens ont permis de soulager des maux et des douleurs moins graves. Toutefois, plusieurs des opérations effectuées à bord du *Comfort* ont changé de façon spectaculaire la vie des nouveaux opérés.

Infirmière bénévole à bord du *Comfort* et membre de l'organisation non gouvernementale *Project Hope*, Diana Sperenza fait le tri des patients dans les dispensaires établis par le personnel du navire dans chaque port. Lors d'une interview, elle a cité le cas d'une femme qui s'était présentée au dispensaire de Colon avec un gros kyste sébacé à l'œil. Normalement, un tel cas aurait été confié à l'une des salles d'opération du navire mais toutes avaient déjà un programme très chargé.

Un chirurgien bénévole de *Project Hope* refusa cependant d'éconduire la patiente. Il rassembla des gants stériles, un scalpel ainsi que des couches jetables pour s'en servir comme tampon autour du point d'incision, puis il procéda à l'ablation du kyste.

Diane Sperenza a raconté que quelqu'un tendit un miroir à la femme après l'opération et que celle-ci fut étonnée du nouvel aspect de son visage sans l'excroissance qui lui couvrait précédemment l'œil.

Elle était ravie. « Cela aura une influence durable sur la vie de cette femme. L'opération a changé sa physionomie. Elle se sent beaucoup mieux. »

L'initiative du chirurgien prouve qu'on n'a pas besoin d'une salle d'opération coûteuse pour changer la vie d'un malade. « Vouloir, c'est pouvoir », a souligné l'infirmière bénévole.

Mark Andrews, qui travaille comme opticien dans les dispensaires du *Comfort*, a cité le cas d'un jeune homme qui s'était présenté dans un des dispensaires atteint de cataractes si graves qu'il voyait trouble d'un œil et pas du tout de l'autre. Après son opération à bord du *Comfort*, sa vue

avait été rétablie, lui permettant de retourner à une vie tout à fait normale.

La transformation de l'existence de ce jeune homme était spectaculaire, mais Mark Andrews tire également une grande satisfaction de la possibilité qu'il a d'avoir une influence sur la vie d'autrui d'une façon plus modeste. Durant les cinq jours passés à Colon, son équipe et lui ont donné des lunettes à des centaines d'enfants. Il a dit éprouver une grande satisfaction à l'idée que ces lunettes allaient permettre aux enfants de lire des livres et ce qui est écrit sur le tableau noir de leur classe pendant les dix prochaines années.

Le sourire de ces enfants, quand ils voyaient distinctement, pour la première fois depuis des années, le visage de leurs parents, donne toute à sa valeur à son travail, a-t-il dit. « L'expression sur ces visages est la meilleure partie de notre travail. J'ai été payé dix fois de mes efforts. »

Après avoir franchi le canal de Panama, le *Comfort* doit se rendre au Nicaragua où il se livrera aux mêmes activités. Mark Andrews, Diane Sperenza et le reste du personnel médical du *Comfort* songent au nombre de personnes dont ils peuvent rendre la vie meilleure au moyen d'une simple opération ou d'une simple paire de lunettes. ■

David Shelbey est à la tête de l'équipe Démocratie et problèmes mondiaux, au Bureau des programmes d'information internationale. Son article a paru antérieurement sur le site Internet usinfo.state.gov.

Le Corps de la paix s'adapte à un monde en évolution

Lauren Monsen



Avec l'aimable autorisation du Corps de la paix.

Un volontaire du Corps de la paix, Eduardo Gonzales, est en compagnie d'enfants au Panama, où il a participé à la création dans une école d'un jardin potager, qui sert à alimenter les élèves et qui est aussi une source de revenu.

Depuis sa création en 1961 par le président John Kennedy, le Corps de la paix des États-Unis envoie dans des pays en développement des volontaires qui contribuent non seulement à fournir des services essentiels, mais également à favoriser une meilleure entente entre les Américains et les peuples d'autres cultures.

John Kennedy espérait que le Corps de la paix ferait progresser la paix et l'amitié dans le monde, a indiqué son directeur actuel, M. Ronald Tschetter. Aujourd'hui, le Corps de la paix s'est adapté à un monde en évolution tout en restant fidèle à sa mission, a-t-il récemment déclaré à des journalistes à New York, à l'occasion du quarante-sixième anniversaire de cet organisme.

Depuis le début, les volontaires du Corps de la paix vivent et travaillent avec des habitants des pays d'accueil, leur transmettant des connaissances utiles tout en respectant la culture locale. Le Corps de la paix est ou a été présent dans 139 pays, et les projets sont conçus pour répondre «aux besoins des pays d'accueil».

L'éducation, y compris l'enseignement de l'anglais, est le plus important domaine d'activité du Corps de la paix. Viennent ensuite les programmes de santé comme la vaccination et l'éducation sanitaire. «Dans le domaine

de la santé, la prévention du sida, principalement en Afrique, est notre activité la plus importante», a précisé M. Tschetter. Il existe également des programmes d'appui à la création de petites entreprises, de protection de l'environnement, de promotion des progrès agricoles et de conseils aux jeunes.

L'âge moyen des volontaires est de 27 ans. À l'heure actuelle, la plus âgée des volontaires est une femme de 81 ans, qui travaille bénévolement en Thaïlande. Il y a seulement deux conditions à remplir pour faire partie du Corps de la paix : un candidat doit avoir au moins 18 ans et la nationalité américaine.

Le Corps de la paix tente d'attirer davantage de membres de la génération du *baby boom*, c'est-à-dire les personnes nées entre 1946 et 1964, a-t-il indiqué. Les volontaires d'une cinquantaine d'années ont déjà souvent 30 ans d'expérience professionnelle à leur actif et peuvent faire bénéficier les pays dans lesquels ils travaillent bénévolement d'un savoir-faire et de compétences très utiles.

Les volontaires disposent d'un logement dans le pays d'accueil et d'indemnités de subsistance et perçoivent une petite allocation à leur retour après un séjour de deux ans à l'étranger. Leurs frais de



Une volontaire du Corps de la paix âgée de 80 ans, Mercedes Anderson, joue avec des enfants dans un centre d'accueil d'enfants handicapés de Cochabamba (Bolivie).

© AP Images/Pablo A. Inel

transport et médicaux sont également couverts.

Bien qu'elle ne soit pas enrichissante sur le plan financier, la participation au Corps de la paix est profondément gratifiante, a fait remarquer M. Tschetter. Les volontaires disent souvent que cette expérience a changé leur vie.

« Ils aident la population locale à acquérir des compétences, ils font connaître les valeurs américaines à d'autres habitants du monde et parce qu'ils vivent parmi la population qu'ils aident, ils font partie du cadre local », a-t-il ajouté.

Bon nombre de volontaires s'engagent pour une troisième année et reviennent parfois après plusieurs décennies d'absence.

Les volontaires se sentent souvent tout à fait chez eux et en sécurité dans leur localité d'accueil. « Une jeune femme qui travaille bénévolement dans un pays à majorité musulmane nous a dit que si elle s'absentait pendant deux mois de son appartement en Californie, personne ne le remarquait, mais que dès qu'elle quittait son village d'adoption pendant deux heures, les habitants venaient frapper à sa porte pour vérifier que tout allait bien », a-t-il dit.

M. Tschetter a déclaré à un journaliste du Cameroun qu'il y avait maintenant environ 140 volontaires dans ce pays. Les programmes de protection de l'environnement du Corps de la paix y sont très importants du fait du déboisement et du manque d'eau potable et ont transformé la vie des habitants de certains villages.

Le Corps de la paix est également actif dans d'autres pays d'Afrique, a-t-il dit en faisant état de la

campagne sanitaire menée au Botswana qui aidait ce pays à réaliser « de grands progrès dans le cadre de la lutte contre le sida ».

Cet organisme s'est adapté à un monde en évolution rapide, et les plus grands changements sont d'ordre technique. Leurs effets se font sentir jusque dans les petits villages d'Inde et d'Afrique. Aujourd'hui, quasiment tous les volontaires ont des téléphones portables qui facilitent leur travail et qui leur permettent de rester en contact avec leur famille.

Toutefois, ces changements ne modifient en rien la mission fondamentale du Corps de la paix, « et tant est qu'on puisse prédire l'avenir, l'action que nous menons à l'échelle locale répondra toujours à un réel besoin », a-t-il dit.

C'est l'Ukraine qui accueille maintenant le plus grand nombre de volontaires, entre 375 et 400, mais il est probable que ce nombre diminuera progressivement à mesure que ce pays continuera de se développer.

Le Corps de la paix a dû quitter l'Éthiopie en raison de l'instabilité politique dans ce pays, mais a récemment été invité à y revenir. « Nous y retournerons en 2007, a-t-il indiqué. Nous y établirons un programme consacré exclusivement à la lutte contre le sida et nous mènerons peut-être ensuite d'autres activités. Nous sommes très contents de pouvoir de nouveau aider la population éthiopienne. »

Les Américains sont de plus en plus conscients de la nécessité de s'impliquer davantage à l'étranger, et le Corps de la paix attire un nombre croissant de volontaires. Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et Washington, « le nombre de candidatures a grimpé en flèche et s'est maintenu à ce niveau depuis ».

M. Tschetter a souligné que le Corps de la paix n'était présent que dans les pays qui l'invitaient et qu'il ne relevait pas des organes de politique étrangère des États-Unis. « Nous ne dépendons pas du département d'État; nous dépendons directement de la Maison-Blanche. Il est important que nous fassions connaître aux États que nous aidons le véritable visage de notre pays », a-t-il dit. ■

Lauren Monsen fait partie de l'équipe de rédaction du Bureau des programmes d'information internationale. Son article a paru antérieurement sur le site Internet usinfo.state.gov.

Un alpiniste américain construit des écoles au Pakistan et en Afghanistan

Afzal Khan



Avec l'aimable autorisation de Greg Mortenson

Le succès de librairie *Three Cups of Tea* raconte comment Greg Mortenson a construit la première école dans le village pakistanais de Korphe, en collaboration avec les chefs locaux. L'Institut d'Asie centrale qu'il dirige a maintenant construit des dizaines d'écoles au Pakistan et en Afghanistan.

Pour remercier les habitants d'un village pakistanais situé dans la chaîne de montagnes du Karakoram de lui avoir sauvé la vie, un alpiniste américain construit des écoles dans le nord du Pakistan et dans le nord-est de l'Afghanistan.

En 1993, Greg Mortenson errait, affamé et perdu, sur le glacier du Baltoro, après avoir dû abandonner son ascension du mont Godwin-Austen, surnommé K2, le deuxième sommet du monde, haut de 8611 mètres.

Des habitants du village de Korphe l'ont recueilli et se sont occupés de lui jusqu'à ce qu'il se rétablisse. Lors de cette expédition, l'équipe de 12 alpinistes a perdu 5 de ses membres pendant la descente. Deux alpinistes sont parvenus au sommet. Greg Mortenson a dû faire demi-tour à 600 mètres du but. Parce qu'il est très escarpé, le mont Godwin-Austen est plus difficile à escalader que le mont Everest, qui est le plus haut du monde.

Pendant qu'il se rétablissait à Korphe, il a remarqué que le village n'avait pas d'école et que les enfants apprenaient leurs leçons en écrivant dans le sable au

moyen de brindilles. L'instituteur partageait son temps entre Korphe et un village voisin car les habitants de Korphe ne pouvaient à eux seuls payer son salaire, qui était l'équivalent d'un dollar par jour.

Une fois rétabli, Greg Mortenson a dit au chef du village qu'il reviendrait un jour pour construire une école pour les enfants. Il a tenu sa promesse en 1996 et a ensuite construit dans le nord du Pakistan et dans le nord-est de l'Afghanistan 54 autres écoles qui emploient 527 enseignants et qui comptent plus de 22 000 élèves.

À la suite du séisme de grande ampleur qui a frappé le Cachemire en octobre 2005, il a contribué à la création dans des tentes d'une trentaine d'écoles. Les 55 écoles qu'il avait déjà construites n'ont subi aucun dommage.

Greg Mortenson a raconté ses aventures en montagne, le fait qu'il ait frôlé la mort et ses activités de mécène dans son livre intitulé *Three Cups of Tea* (Trois tasses de thé), qui est devenu un grand succès de librairie aux États-Unis.

Fils de missionnaires chrétiens qui travaillaient en Tanzanie, il a été infirmier dans l'armée américaine, notamment en Allemagne. Le premier don pour l'école de Korphe (100 dollars) a été versé par Tom Brokaw, ancien journaliste de la télévision, qui, comme Greg Mortenson, a fait ses études à l'université du Dakota du Sud et y a joué au football avec le même entraîneur. Le deuxième don est venu des élèves d'une école primaire du Wisconsin, dont la mère de Greg Mortenson est la directrice. Ils ont versé 623 dollars réunis lors d'une collecte de fonds intitulée « Des centimes pour le Pakistan ».

C'est lorsque le scientifique-philanthrope américain Jean Hoerni, d'origine suisse, a fait don de 12 000 dollars que la campagne de collecte de fonds a vraiment décollé. Pionnier des technologies de l'information et alpiniste passionné par les massifs de l'Himalaya et du Karakoram, il a ensuite légué à sa mort, en 1997, un million de dollars à l'association à



L'Institut d'Asie centrale est l'un des nombreux organismes publics et privés à avoir apporté une aide aux victimes du séisme d'octobre 2005 au Cachemire.

Avec l'aimable autorisation de Greg Mortenson

but non lucratif, l'Institut d'Asie centrale, qu'il avait créée et que Greg Mortenson dirige à l'heure actuelle.

Lorsque le magazine *Parade* a consacré sa couverture à l'action philanthropique de Greg Mortenson dans le domaine de l'enseignement, les lecteurs ont versé en tout plus d'un million de dollars de dons à l'Institut d'Asie centrale. Ces dons ont permis de véritablement lancer les projets de construction d'école, l'institut pouvant engager du personnel local dans la région.

Greg Mortenson est devenu un héros au Baltistan, où les villageois l'appellent « docteur » parce qu'il se sert souvent de ses connaissances d'infirmier pour soigner des malades. Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, des villageoises sont venues le voir les mains chargées de précieuses quantités d'œufs et lui ont demandé de les apporter à leurs sœurs du « village » de New York.

Malgré les écoles qu'il a construites, il n'a pas été accueilli à bras ouverts par tous. Un religieux chiite d'un village du Baltistan a par exemple prononcé une fatwa (un décret religieux) le qualifiant d'infidèle, inapte à enseigner aux enfants et notamment aux filles. Toutefois, un religieux chiite supérieur d'un autre village est intervenu en soumettant la fatwa à l'avis de Qom, centre religieux chiite iranien.

Plusieurs mois plus tard, la réponse est arrivée dans une boîte en velours rouge. Après avoir ouvert la boîte, un conseil de religieux chiites du Baltistan a pu lire dans une proclamation rédigée sur un parchemin que Qom ne voyait aucun problème à ce que Greg

Mortenson assure l'instruction des enfants, y compris celle des filles. Il y était dit que l'islam encourage l'instruction des filles aussi bien que des garçons et que le Coran n'interdisait pas à un non-musulman d'assurer une tâche aussi noble.

Depuis, Greg Mortenson se sent tout à fait en sécurité et bien accueilli dans la région. Il est allé jusqu'au lointain corridor de Wakhan dans la province du Badakhshan, dans le nord-est de l'Afghanistan, où il a construit 8 écoles.

Bien que l'ambassade des États-Unis l'ait averti qu'il était dangereux de voyager dans ces régions après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, il s'y rend régulièrement depuis le siège de l'Institut d'Asie



Avec l'aimable autorisation de Greg Mortenson

Les écoles de l'Institut d'Asie centrale, comme l'école de Khanday dans le massif du Karakoram, situé dans le nord du Pakistan, sont souvent les premières écoles créées dans des villages reculés où la population est analphabète.

centrale situé à Bozeman (Montana). Son épouse et sa petite fille l'ont même accompagné à Korphe, où les villageoises les ont traitées comme « une reine » et une « princesse ».

Greg Mortenson fait actuellement le tour des États-Unis pour promouvoir son livre. Le titre est tiré d'une conversation qu'il a eue avec un chef de village il y a longtemps. « La première fois que vous partagez du thé (du thé vert salé avec du beurre de yak) avec un habitant du Baltistan, vous êtes un étranger. La deuxième fois, vous êtes un invité respecté. La troisième fois, vous faites partie de la famille », lui a expliqué le villageois. ■

Afzal Khan est correspondant spécial du Bureau des programmes d'information internationale. Son article a paru antérieurement sur le site Internet usinfo.state.gov.

Sites Internet (en anglais)

African Development Bank

<http://www.afdb.org/>

African Development Foundation

<http://www.adf.gov/>

American Red Cross

<http://www.redcross.org/>

Asian Development Bank

<http://www.adb.org/>

Bill and Melinda Gates Foundation

<http://www.gatesfoundation.org/>

British Wellcome Trust

<http://www.wellcome.ac.uk/>

Canadian Institutes of Health Research

<http://www.cihr-irsc.gc.ca/e/193.html>

CARE

<http://www.care.org/>

Catholic Relief Services

<http://crs.org/>

Center for Global Development

<http://www.cgdev.org/>

Centers for Disease Control

<http://www.cdc.gov/>

Central Asia Institute

<http://www.ikat.org/>

Children's Heart Fund

<http://www.childrensheartfund.net/>

Ethiopian Health Support Foundation

<http://ethiopihealthsupportfoundation.org/index.html>

Ford Foundation

<http://www.fordfound.org/>

Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis, and Malaria

<http://www.theglobalfund.org/en/>

Google.org

<http://www.google.org/>

Grainger Challenge

<http://www.graingerchallenge.org/>

Grainger Foundation

<http://www.ee.washington.edu/energy/apt/granger/>

Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative

<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/hipc.htm>

Hudson Institute Center for Global Prosperity

<http://gpr.hudson.org/>

Inter-American Development Bank

<http://www.iadb.org/>

Inter-American Foundation

<http://www.iaf.gov/>

International Fund for Refugee Women and Children

<http://www.state.gov/g/prm/hth/index.htm>

Malaria No More

<http://www.malarianomore.org/>

Millennium Challenge Corporation

<http://www.mcc.gov/>

National Institutes of Health

<http://www.nih.gov/>

Nike Foundation

<http://www.nikefoundation.org/>

Office of U.S. Foreign Disaster Assistance

http://www.usaid.gov/our_work/humanitarian_assistance/disaster_assistance/

Omidyar Network

<http://www.omidyar.net/>

Oxfam International

<http://www.oxfam.org/>

Peace Corps

<http://www.peacecorps.gov/>

President's Emergency Plan for AIDS Relief

<http://www.pepfar.gov/>

Riders for Health

<http://www.riders.org/>

Rockefeller Foundation

<http://www.rockfound.org/>

Rotary International

<http://www.rotary.org/>

Save the Children

<http://www.savethechildren.org/>

U.S. Agency for International Development

<http://www.usaid.gov/>

U.S. Department of State, Bureau of Population, Refugees, and Migration

<http://www.state.gov/g/prm/>

USNS Comfort

<http://www.comfort.navy.mil/>

William and Flora Hewlett Foundation

<http://www.hewlett.org/>

The World Bank

<http://www.worldbank.org/>

World Vision

<http://www.worldvision.org/>



**UNE REVUE MENSUELLE
PROPOSÉE DANS
DIFFÉRENTES LANGUES**

Cinq éditions thématiques :

- Perspectives économiques
- Objectifs de politique étrangère
- Dossiers mondiaux
- Démocratie et droits de l'homme
- La société américaine



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>